

« Plus d'un jeune actif sur deux serait prêt à se présenter aux élections professionnelles et assumer un mandat s'il était élu »

Baromètre Réalités du dialogue social

Par OpinionWay

Avec la participation des organisations CFDT, CFE-CGC, FO, Medef, UDES, UNSA, U2P

L'association Réalités du dialogue social s'est associée à plusieurs organisations syndicales d'employeurs et de salariés pour la 5^{ème} édition de son Baromètre sur la perception du dialogue social par les jeunes.

Cette enquête a été réalisée, du 18 au 25 novembre 2025, auprès d'un échantillon de 526 personnes représentatif de la population française âgée de 18 à 35 ans, selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de région de résidence. Les résultats prennent pour socle de comparaison la 4^{ème} édition, réalisée en octobre 2023.

Les jeunes et leur emploi : entre inquiétudes et vision positive

- ◉ **71 % des jeunes actifs se montrent satisfaits ou très satisfaits de leurs débuts dans le monde professionnel.** À l'inverse, la transition vers le marché du travail est source d'anxiété pour 67 % de ceux qui s'apprêtent à le rejoindre.
- ◉ Dans cette dynamique, **les relations entre employeurs et salariés s'améliorent très nettement** par rapport à 2023 (+ 9 points pour les évocations positives – équilibrées (28 %), fluides (21 %), saines (20 %) et constructives (17 %)) **même si les jeunes demeurent critiques à leur encontre**, les jugeant « compliquées » (pour 37 % d'entre eux), « distantes » (30 %) ou « conflictuelles » (25 %).
- ◉ De la même façon, **73% des jeunes estiment que le dialogue social fonctionne bien dans leur entreprise ou administration**, un chiffre en hausse de 6 points depuis 2023. Cet avis positif est plus nuancé pour les salariés des grands groupes (53 %) et les catégories socio-professionnelles populaires (67 %).
- ◉ **Le regard porté sur la situation nationale est toute autre.** Les jeunes générations se montrent divisées sur l'état du dialogue social en France, avec une opinion positive pour 50% d'entre eux. Si ce chiffre est en hausse de 4 points par rapport à, il y a deux ans, il illustre toujours un réel point de divergence puisque 49% des jeunes jugent que le dialogue social fonctionne mal à l'échelon national.

Le rôle des syndicats : entre nécessité et questionnement

- Le caractère indispensable des syndicats se confirme. **76% des jeunes les estiment nécessaires dans toutes les entreprises** (+ 4 points versus 2023). Ce constat d'utilité est conforté par la qualification spontanée donnée au syndicalisme, à savoir la défense de droits des salariés citée par 17 % des sondés (+ 8 points). Les évocations positives progressent (+ 5 points) au détriment de celles revendicatives (- 4 points) et critiques (- 1 point).
- A l'inverse, deux évolutions fragilisent cette appréciation du rôle des syndicats. **64 % (+ 4 points) des jeunes estiment que les mouvements de citoyens seraient plus efficaces que les organisations syndicales de salariés pour obtenir de nouveaux droits** et 61 % (+ 7 points) considèrent que les organisations syndicales ne seraient pas nécessaires dans les entreprises où les salariés peuvent régler leurs problèmes professionnels directement avec leur patron ou manager.
- Il est vrai que **les syndicats ne sont pas attendus dans la gestion des relations sociales**. Sur ce terrain, **les jeunes comptent de plus en plus sur les managers** (23 %, + 5 points) et les salariés eux-mêmes (21 %, + 3 points) après la direction (29 %, - 3 points) mais devant la DRH (17 %) et les représentants syndicaux (9 %).
- Aux yeux des jeunes, la construction de bonnes relations sociales est avant tout un gage de meilleures conditions de travail (61%),** d'un climat social apaisé (56%) et d'une communication fluide entre la direction et les salariés (56%). Cette hiérarchie de tête, inchangée en 2 ans, est talonnée en 2025 par le critère performance de l'entreprise (53 %) qui gagne 7 points.

Préoccupations et engagement des jeunes : entre curiosité et individualisme

- 73 % des jeunes affirment leur volonté** (en progression de 3 points par rapport à 2023) **de s'engager pour une cause**, de façon certaine pour 20 % et, probablement, pour 53 %.
- Parmi ceux qui répondent positivement, **l'associatif demeure le lieu plébiscité pour 35 % des jeunes**, avec néanmoins une moindre attractivité qu'en 2023 (- 5 points). A l'inverse, **les syndicats de salariés gagnent du terrain, se plaçant en 2^{ème} position des intentions** (22 % à + 6 points), tout comme les mouvements collectifs (21 % à + 3 points). Les salariés des ETI et de l'industrie expriment le plus fort taux d'engagement dans les OS.
- Ces évolutions sont à corréliser avec le fait que **les jeunes générations se révèlent plus confiantes dans l'action collective**. 82 % ont le sentiment de pouvoir faire bouger les choses en participant à un mouvement collectif (+ 10 points) et 80 % (+ 5 points) dans une organisation syndicale ou patronale.

- ⦿ Le passage à l'acte semble plus compliqué avec **des freins à l'engagement d'ordre individuels** comme la faible compréhension des droits des salariés (34 %), la crainte des discriminations syndicales (27 %) et le manque de temps (27 %). Mais ce sont aussi le déficit d'information sur ce que recouvre la représentation collective et les difficultés d'adaptation des organisations aux thématiques des jeunes générations qui explique les difficultés d'adhésion : 23 % estiment que les syndicats ne comprennent pas les préoccupations des salariés et des citoyens ; 21 % ne savent pas à qui s'adresser et 20 % ne connaissent pas les OS existantes.
- ⦿ Pour autant, **plusieurs arguments pourraient inciter la jeunesse à rejoindre une organisation syndicale ou patronale** : des motivations d'intérêt général, comme la perspective de **contribuer à améliorer les conditions de travail de leurs collègues (40%)** et **se sentir utiles à la vie de l'entreprise (36 %)** ou d'ordre plus personnel, comme être mieux informés sur leurs droits (36%).
- ⦿ Dans cette même logique, **les jeunes attendent que les relations sociales en entreprise, et par voie de conséquence le dialogue social, prennent en compte les transformations sociétales auxquelles ils sont le plus sensibles**, au premier rang desquelles **la quête de sens chez les salariés et agents (36 %, + 7 points)** et **le télétravail (33 %, + 6 points)**. La surinformation fait un bond de 8 points et inquiète 24 % des jeunes. Ces enjeux qui gagnent du terrain sont davantage individuels que collectifs (renforcement des inégalités, permacrise, vieillissement de la population...) et en lien avec le travail ou l'entreprise. Les jeunes placent ainsi les questions plus globales comme la transition écologique (18%), la mondialisation de l'économie (17%) ou encore les replis identitaires et communautaires (14%) en bas de la hiérarchie des priorités des relations sociales.
- ⦿ Cette volonté de s'impliquer dans le quotidien des entreprises se traduit par deux données intéressantes : parmi les jeunes actifs, 77% déclarent qu'ils voteraient si des élections professionnelles avaient lieu dans leur organisation. 56% seraient même prêts à se présenter à ces élections et assumer un mandat s'ils étaient élus.

À télécharger

1. Le détail des résultats
2. La note de synthèse

En complément :

Les épisodes du podcast « *Causes, toujours* » de Réalités du dialogue social qui donne la parole aux jeunes engagés. Sur les plateformes [Acast](#) ; [Spotify](#) ; [Deezer](#)

Communiqué de presse, le 06 février 2026

À propos de Réalités du dialogue social

Réalités du dialogue social a pour vocation de diffuser une culture du dialogue social et d'en faire un levier de transformation économique, sociale et environnementale. Elle favorise la réflexion collective et s'appuie sur les pratiques des partenaires sociaux. Ses travaux visent à produire des connaissances pour donner des clés de lecture aux acteurs sociaux, notamment sur des sujets émergents.

En chiffres, ce sont : **400** membres ; **7** groupes de réflexion thématiques mobilisant **45** membres & partenaires et **34** années d'existence.

Contact :

Camille GRIGNON – Chargée de communication
06 08 58 27 93 – cgrignon@rds.asso.fr
www.rds.asso.fr